

MIEUX ACCUEILLIR, MIEUX INTÉGRER EN FRANCE

Réda Didi

19/02/2018

Créer un ministère de l'Intégration, ouvrir le service national universel aux primo-arrivants, offrir un minimum de 600 heures d'apprentissage de la langue française pour les non-francophones... La Fondation Jean-Jaurès formule des propositions pour refonder les politiques d'intégration et permettre aux primo-arrivants de trouver leur place et de s'inscrire dans un parcours de citoyenneté solide.

Aujourd'hui, l'intégration des primo-arrivants est un défi majeur et les attentes des Français et des Européens sont fortes à cet égard. L'urgence est là, à nos portes, et nécessite des réponses concrètes et rapides. Les Français ont bien compris que, en raison de l'instabilité politique grandissante des pays d'origine concernés et du changement climatique, le flux migratoire ne se tarira pas. Ce contexte pose une question majeure, à la fois politique et démocratique. Au-delà de la question de l'immigration, celle de l'identité bouscule aujourd'hui la majorité des grandes démocraties occidentales.

Nos politiques publiques concernant les primo-arrivants doivent être repensées pour offrir une réponse cohérente aux défis actuels. L'intégration est un processus complexe qui nécessite une double volonté : celle, de la part de l'arrivant, de s'intégrer, et celle, de la part de la société, de l'accueillir dans les meilleures conditions. Les principaux vecteurs d'intégration que sont le marché du travail, le logement, l'éducation et la culture doivent être abordés. Il s'agit de dégager un chemin donnant la possibilité aux primo-arrivants de trouver leur place et de s'inscrire dans un parcours de citoyenneté solide, qui repose notamment sur la maîtrise de la langue et l'assimilation des valeurs républicaines. Il faut accompagner les signataires du contrat d'intégration républicain pour les aider à apprendre le français, à pénétrer plus facilement le marché de l'emploi et du logement et, enfin, à appréhender les valeurs et la culture de notre pays. Ce parcours fait appel à des politiques publiques transversales qui doivent permettre de mobiliser la plupart des ministères avec un portage politique fort, ancré au plus haut niveau. Il nous faut être capables d'élaborer un discours partagé, avec une majorité de responsables politiques, pour tenir à l'écart du champ tactique et politique ce sujet fondamental qu'est l'intégration des primo-arrivants comme, plus

largement, l'immigration. Pour cela, il est nécessaire de défendre des politiques publiques ambitieuses, à la hauteur du rang de cinquième puissance mondiale que tient notre pays. La réflexion que la Fondation Jean-Jaurès a menée et l'élaboration de propositions se veulent une première étape dans ce sens.

Les propositions

1. créer un ministère de l'Intégration
2. offrir un minimum de 600 heures d'apprentissage de la langue française pour les non-francophones
3. ouvrir l'école aux parents pour l'apprentissage de la langue
4. rendre à nouveau le bilan de compétences obligatoire
5. créer des centres d'hébergement et d'accompagnement
6. instaurer l'objectif « un migrant un parrain »
7. ouvrir le service national universel aux primo-arrivants
8. favoriser la participation à la vie de la cité
9. renforcer les associations locales et nationales traitant du sujet de l'intégration des primo-arrivants
10. créer une plateforme qui permette d'établir des ponts entre les besoins de la société
11. déconstruire les idées reçues sur la faillite de l'intégration
12. instaurer un Pass Culture